



Conseil économique et social

Distr.: Générale
10 mars 2004

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-septième session

Vienne, 15-22 mars 2004

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Questions administratives et budgétaires

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Treizième session

Vienne, 11-20 mai 2004

Point 9 de l'ordre du jour provisoire**

**Gestion stratégique et questions relatives
au programme**

Cadre stratégique proposé pour l'exercice biennal 2006-2007

Note du Secrétaire général***

1. Dans sa résolution 58/269 en date du 23 décembre 2003, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir et de lui présenter à sa cinquante-neuvième session un cadre stratégique destiné à remplacer l'actuel plan à moyen terme sur quatre ans et réunissant les deux éléments suivants en un seul document:

a) Premier volet: un plan-cadre fixant les objectifs à long terme de l'Organisation;

b) Deuxième volet: un plan-programme biennal portant sur deux ans.

2. L'attention de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale est appelée sur la règle 104.6 des Règlements et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation:

“Règle 104.6. Le Secrétaire général prend des mesures appropriées pour présenter des propositions aux organes sectoriels, techniques et régionaux, afin de leur permettre d'examiner les parties du plan à moyen terme ou de ses

* E/CN.7/2004/1.

** E/CN.15/2004/1.

*** Le présent cadre stratégique, qui doit remplacer le plan à moyen terme, a été présenté après la date prévue car il fallait le faire approuver par la Division de la planification des programmes et du budget du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité du Secrétariat.



révisions qui les concernent, en vue de faciliter leur examen ultérieur par le Comité du programme et de la coordination et l'Assemblée générale.”

3. La Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sont invitées à examiner le plan-programme biennal proposé pour le programme contre la drogue et le crime, qui figure en annexe à la présente note, et à faire part de leurs observations au Secrétaire général. Ce plan-programme biennal, modifié selon qu'il conviendra, sera d'abord soumis au Comité du programme et de la coordination à sa quarante-quatrième session. Les recommandations du Comité seront ensuite transmises à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session, laquelle examinera à cette occasion le cadre stratégique proposé pour l'exercice biennal 2006-2007.

Annexe

Cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007 Programme contre la drogue et le crime

Orientation générale

Dans la Déclaration du Millénaire^a, l'Assemblée générale a fait du développement durable un objectif de l'Organisation des Nations Unies. Le développement durable a de nombreux aspects: il exige que les ressources de la planète soient partagées de manière à promouvoir la dignité humaine; il requiert aussi une bonne gestion de ces ressources, de sorte que les générations futures héritent d'un monde meilleur. Il implique également d'améliorer la sécurité humaine et notamment de libérer les individus de ce fléau que constituent les comportements "incivils". Ce dernier aspect est au cœur du travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui est chargé d'aider les États Membres dans leur combat contre les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme. Au paragraphe 9 de la Déclaration du Millénaire, les États Membres ont également décidé d'intensifier leur lutte contre la criminalité transnationale dans toutes ses dimensions, de redoubler d'efforts dans l'accomplissement de leur engagement à lutter contre le problème mondial de la drogue et de prendre des mesures concertées contre le terrorisme international.

Les grandes orientations de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime reposent sur:

a) Les conventions internationales relatives au contrôle des drogues^b, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée^c et les Protocoles s'y rapportant^d, la Convention des Nations Unies contre la corruption^e et les instruments juridiques internationaux contre le terrorisme;

b) Des résolutions clefs d'organes législatifs, en particulier la résolution 46/152 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1991, sur l'élaboration d'un programme des Nations Unies efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale, la résolution 45/179 de l'Assemblée, en date du 21 décembre 1990, sur le renforcement du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies, et la résolution 46/185 C de l'Assemblée, en date du 20 décembre 1991, section XVI intitulée "Chapitre 22. Contrôle international des drogues";

c) Les conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue;

d) La Déclaration du Millénaire.

Le programme de travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime comprend trois grands volets:

a) Travail de recherche et d'analyse destiné à améliorer la connaissance et la compréhension des problèmes de drogues illicites et de criminalité et à accumuler les données factuelles en vue de la définition des politiques et des actions;

b) Travail normatif visant à aider les États à ratifier et à appliquer les traités internationaux, ainsi qu'à élaborer une législation interne, sur les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme, et prestation de services de secrétariat et de services fonctionnels aux organes conventionnels et aux organes directeurs;

c) Projets de coopération technique sur le terrain visant à doter les États Membres de moyens renforcés pour lutter contre les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme.

La mondialisation a créé un environnement dans lequel les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme peuvent aisément franchir les frontières. Les gains en qualité de vie résultant du libre-échange et de la circulation des biens publics sont annulés par la mondialisation des menaces pour la sécurité humaine. Les interventions de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sont donc conçues pour contribuer à ce que:

a) Les États soient mieux à même de remplir leurs obligations découlant des traités internationaux, en particulier grâce à une coopération judiciaire, des efforts de prévention et des mesures de lutte efficaces prenant pour cible la production, le trafic et l'abus de drogues illicites, la traite des êtres humains et d'autres formes de criminalité organisée, le blanchiment d'argent, la corruption et le terrorisme;

b) Les décisions des responsables politiques se fondent davantage sur des données factuelles et reposent sur une connaissance plus approfondie et plus étendue des questions ayant trait aux drogues illicites, à la criminalité et au terrorisme;

c) La société civile et l'opinion publique soient plus fermement résolues à lutter contre les problèmes liés aux drogues illicites et à la criminalité, grâce à une meilleure connaissance et compréhension de ces problèmes.

En réalisant ses objectifs, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime s'efforcera tout particulièrement de prendre en considération la situation des femmes dans ses projets, en particulier ceux qui concernent la prévention, la mise en place de moyens de subsistance alternatifs et la lutte contre la traite des êtres humains.

Sous-programme 1

Recherche, analyse et sensibilisation

Le sous-programme 1 relève de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques.

Objectif

L'objectif du sous-programme 1 est d'améliorer la connaissance et la compréhension des questions ayant trait aux drogues et à la criminalité et de promouvoir davantage la prévention et la réduction des problèmes liés aux drogues illicites et à la criminalité.

Stratégie

La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif consistera principalement:

- a) À fournir des statistiques et une analyse actuelles et exactes des problèmes mondiaux de la drogue et de la criminalité;
- b) À accumuler les données factuelles pour l'élaboration des politiques;
- c) À fournir des services d'analyse des drogues et d'expertise médico-légale;
- d) À évaluer les projets et les programmes ainsi que l'impact des interventions;
- e) À développer la planification et l'analyse stratégiques;
- f) À assurer un meilleur équilibre entre prévention et répression dans la planification des programmes et l'élaboration des projets;
- g) À discuter sur l'action à mener avec les pays donateurs, les États Membres, les organisations internationales et les entités du secteur privé pour la mobilisation de ressources;
- h) À mener des campagnes d'information auprès de la société civile, des organisations non gouvernementales et des médias internationaux;
- i) À lancer des campagnes de sensibilisation et de communication ciblées, destinées tout particulièrement aux médias;
- j) À travailler en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies sur les questions liées aux drogues, à la criminalité et au terrorisme.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
a) Utilisation accrue de données factuelles par la communauté internationale pour s'attaquer aux problèmes de drogue et de criminalité;	a) i) Augmentation de l'utilisation et du nombre de citations des publications, rapports techniques et statistiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; ii) Augmentation du nombre de pages vues ou téléchargées sur le site Web;
b) Laboratoires d'analyse des drogues et d'expertise médico-légale de meilleure qualité au niveau national;	b) Augmentation du nombre de pays se dotant de capacités opérationnelles ou renforçant celles qui existent déjà pour que les laboratoires d'expertise médico-légale puissent apporter un appui scientifique aux autorités nationales;
c) Appui renforcé aux activités nationales de contrôle des drogues et de prévention de la criminalité;	c) i) Augmentation du nombre d'accords de partenariat et de financement conclus avec les États, les fondations, les organisations non gouvernementales et les entités du secteur privé; ii) Augmentation du nombre de programmes conjoints avec des organisations partenaires;

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
d) Meilleure connaissance par le public des questions liées aux drogues, à la criminalité et au terrorisme.	d) i) Augmentation du nombre de visiteurs sur le site Web; ii) Augmentation du nombre de stations de radio et de télévision diffusant des informations sur les drogues et la criminalité.

Sous-programme 2

Services pour l'élaboration des politiques et l'adhésion aux traités

Le sous-programme 2 relève de la Division des traités.

Objectif

L'objectif du sous-programme 2 est de faciliter l'élaboration des politiques sur les questions de contrôle des drogues, de criminalité et de terrorisme ainsi que la ratification et le respect des instruments juridiques internationaux relatifs à ces questions, en particulier ceux qui ont été récemment adoptés comme la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant et la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Stratégie

L'objectif sera atteint grâce à une stratégie pluridimensionnelle consistant principalement:

- a) À promouvoir la ratification et l'application des traités sur le contrôle des drogues, la prévention de la criminalité et la prévention du terrorisme, notamment par la fourniture de services d'assistance juridique, d'appui législatif et d'appui au renforcement des capacités institutionnelles nécessaires dans ce domaine et par la formation;
- b) À renforcer le régime juridique contre le terrorisme et à coopérer étroitement avec le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité;
- c) À promouvoir la coopération judiciaire entre pays, en particulier en matière d'extradition et d'entraide judiciaire;
- d) À assurer le secrétariat de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption et de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;
- e) À apporter un appui technique et fonctionnel à la Commission des stupéfiants, à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, aux congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale;
- f) À aider l'Organe international de contrôle des stupéfiants à suivre et à encourager l'application par les États des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues;

g) À travailler en coordination et en collaboration avec d'autres acteurs du domaine, en particulier avec les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
a) Meilleure qualité des services fournis à la Commission des stupéfiants et à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour la prise de décisions et la définition d'orientations et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour l'accomplissement de sa tâche;	a) i) Pourcentage de membres des bureaux élargis de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale se disant satisfaits de l'appui technique et fonctionnel apporté par le Secrétariat auxdites Commissions, cet appui étant noté sur une échelle de 1 à 5; ii) Pourcentage de membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants se disant pleinement satisfaits de la qualité et de la rapidité des services techniques de secrétariat fournis à l'Organe;
b) Augmentation du nombre d'États ayant ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant, la Convention des Nations Unies contre la corruption et les instruments juridiques internationaux contre le terrorisme;	b) i) Nouvelles ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des trois Protocoles s'y rapportant exprimées en pourcentage du nombre d'États qui n'avaient pas ratifié ces instruments au début de l'exercice biennal; ii) Nouvelles ratifications de la Convention des Nations Unies contre la corruption exprimées en pourcentage du nombre d'États qui n'avaient pas ratifié cet instrument au début de l'exercice biennal; iii) Nouvelles ratifications des instruments juridiques internationaux contre le terrorisme exprimées en pourcentage du nombre d'États qui n'avaient pas ratifié ces instruments au début de l'exercice biennal;
c) Capacité accrue des États Membres à respecter les dispositions des instruments juridiques internationaux relatifs au contrôle des drogues, à la prévention de la criminalité et à la prévention du terrorisme.	c) Nombre de pays qui respectent davantage de dispositions des instruments juridiques internationaux relatifs au contrôle des drogues, à la prévention de la criminalité et à la prévention du terrorisme par rapport au début de l'exercice biennal.

Sous-programme 3 Assistance et conseil techniques

Le sous-programme 3 relève de la Division des opérations.

Objectif

L'objectif du sous-programme 3 est de réduire durablement l'abus de drogues, la production de drogues illicites et le trafic de drogues, la traite des êtres humains et d'autres formes de criminalité transnationale organisée, y compris le blanchiment d'argent et la corruption.

Stratégie

La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif consistera: à analyser rapidement les tendances et à détecter au plus tôt les nouveaux problèmes régionaux et mondiaux; à définir et à diffuser des meilleures pratiques, par l'application à titre expérimental de nouvelles approches et mesures, la recherche documentaire et la publication de manuels et de référentiels; et à fournir aux États Membres qui le demandent une assistance leur permettant de remplir leurs engagements internationaux sous la forme d'une coopération technique (notamment de formations, de services consultatifs et de matériel) destinée surtout à renforcer les capacités en matière de contrôle des drogues et de prévention de la criminalité et accordant une attention particulière à l'impact humain des problèmes liés aux drogues et à la criminalité.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) États Membres mieux à même d'appliquer des politiques, des stratégies et des mesures conformes à la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire^f dans six domaines clefs:

- i) La réduction de la demande de drogues;
- ii) La production, le trafic et l'abus de stimulants de type amphétamine;
- iii) Le contrôle des précurseurs;
- iv) La coopération judiciaire;

- a) i) Nombre accru de pays appliquant des stratégies pragmatiques de réduction de la demande afin d'obtenir des résultats significatifs et mesurables dans la réduction de l'abus de drogues;
- ii) Nombre accru de pays utilisant les mécanismes de coopération, les instruments juridiques et les techniques d'enquête modernes convenus pour juguler la production et le trafic de drogues illicites ainsi que la criminalité connexe;
- iii) Nombre accru de pays appliquant des stratégies efficaces et durables d'éradication des cultures illicites;
- iv) Nombre accru de pays fournissant des moyens de développement alternatif aux agriculteurs en difficulté;

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
v) Le blanchiment d'argent;	v) Nombre accru de pays: <ul style="list-style-type: none"> a. Ayant une législation qui incrimine le blanchiment d'argent provenant de toutes infractions graves; b. Ayant adopté les mesures nécessaires pour permettre à leurs autorités d'identifier, de localiser et de geler ou de saisir le produit du crime; c. Disposant d'un régime financier et réglementaire efficace qui peut empêcher les criminels d'accéder au produit de leur activité;
vi) L'éradication des cultures illicites;	
b) États disposant de moyens renforcés pour réduire les principales formes de criminalité transnationale organisée, notamment la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent, dans le cadre des engagements pris par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;	b) i) Nombre accru de pays ayant des plans d'action nationaux pour combattre différentes formes de criminalité organisée; ii) Nombre accru de pays disposant d'équipes spéciales pour exécuter ces plans; iii) Nombre accru de pays ayant mis sur pied des services spécialisés pour lutter contre la criminalité organisée et la traite des êtres humains; iv) Nombre accru de pays ayant adopté des dispositions pour la saisie et la confiscation d'avoirs et pour la protection des victimes et des témoins;
c) États dotés de moyens renforcés pour réduire les principales formes de corruption dans le cadre des engagements pris par la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.	c) i) Nombre accru de pays disposant de mécanismes pour le recouvrement et la restitution d'avoirs; ii) Nombre accru de pays ayant créé des organismes ou services de lutte contre la corruption; iii) Nombre accru de pays appliquant la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Notes

^a Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

^b Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972 (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152), Convention de 1971 sur les substances psychotropes (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1019, n° 14956) et Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627).

^c Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.

^d Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe II); Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air (résolution 55/25 de l'Assemblée, annexe III); et Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (résolution 55/255 de l'Assemblée, annexe).

^e Résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe.

^f Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe.
